

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA MERVEILLE

4 RUE EDMOND ABOUT
75 016 Paris

Code AIOT : 0006519465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le **21/01/2026** dans l'établissement LA MERVEILLE implanté **4 RUE EDMOND ABOUT 75 016 Paris**. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à deux AP de mise en demeure (**MED**) en **2016** et et un AP de MED en 2020, dans le cadre de l'action régionale (AR-2) concernant le suivi des sanctions, l'inspection des installations classées s'est rendu sur site pour constater la levée ou non des non-conformité (**NC**) qui avaient été constatées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA MERVEILLE
- 4 RUE EDMOND ABOUT 75 016 Paris
- Code AIOT : 0006519465
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est équipée d'une machine de nettoyage à sec (MNAS) ne fonctionnant pas au PCE.

Contexte de l'inspection :

- Suite à **mise en demeure**

Thèmes de l'inspection :

- **AR – 2**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier ICPE	AP N°DTPP-2016-987 de Mise en Demeure du 05/10/2016 – Annexe I	Astreinte	1 mois
2	Changement d'exploitant	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 – Annexe I – Point 1.6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Cuvettes de rétention	AP N°DTPP-2016-5 de Mise en Demeure du 07/01/2016 – Annexe I	Astreinte	1 mois
4	Ventilation - Mise en fonctionnement permanente	AP de Mise en Demeure du 07/01/2016, article AP N°DTPP-2016-5	Astreinte	3 mois
5	Ventilation – Taux de renouvellement & débit nominal	AP N°DTPP-2016-5 de Mise en Demeure du 07/01/2016 – Annexe I	Astreinte	1 mois
6	Formation du personnel	AP N°DTPP-2016-5 de Mise en Demeure du 07/01/2016 - Annexe I	Astreinte	1 mois
8	MNAS - Vérification	AP N°DTPP-2016-987 de Mise en Demeure du 05/10/2016 – Annexe I	Astreinte	1 mois
10	Système de détection incendie	AP de Mise en Demeure du 05/10/2016, article AP N°DTPP-2016-987 – Annexe I	Astreinte	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	Vérification des extincteurs	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 – Annexe I, point 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Registre de gestion des solvants – Composés Organiques Volatils (COV)	AP N°DTPP-2016-5 de Mise en Demeure du 07/01/2016 – Annexe I	Astreinte	1 mois
13	Déchets dangereux – Registre & BDS	AP N°DTPP-2016-5 de Mise en Demeure du 07/01/2016 – Annexe I	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Propreté des locaux	AP N°DTPP-2016-987 de Mise en Demeure du 05/10/2016 – Annexe I	Sans objet
9	Protection individuelle - EPI	AP N°DTPP-2016-987 de Mise en Demeure du 05/10/2016 – Annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plupart des non-conformités (**NC**) qui faisaient l'objet d'une mise en demeure en **2016** et **2020**, n'ont pas été levées.

Un **changement d'exploitant** a été réalisé sans que les services de la Préfecture de police de Paris en soient notifiées.

De nouvelles **NC** ont été constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DOSSIER ICPE

Référence réglementaire : AP N°DTPP-2016-987 de Mise en Demeure du 05/10/2016 – Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Compléter le dossier installation classée en y annexant tous les éléments listés au point 1.4 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas respecté l'arrêté préfectoral (AP) de mise en demeure (MED) du 05/10/2016 lui imposant de constituer, tenir à jour et mettre à disposition un classeur ICPE conformément au point 1.4 de l'annexe I de l'AMPG du 31/08/2009 , aucun dossier d'installation classée n'ayant été présenté lors de la visite. Il a en outre été constaté un changement d'exploitant non déclaré , aucun document permettant d'identifier l'exploitant actuel n'étant disponible sur site Il appartient à l'exploitant d'établir, tenir à jour et conserver à disposition de l'inspection un dossier ICPE complet comprenant notamment le dossier de déclaration , les plans à jour, les rapports de contrôles périodiques (CP) et complémentaires (CPC), les attestations réglementaires, les résultats de mesures éventuelles, les registres et documents relatifs aux solvants, déchets , consignes et risques, ainsi que tout élément utile à l'appréciation de la conformité de l'installation. Ce point est non-conforme . Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu'à la justification de la mise en place et complétude du classeur ICPE. Le montant de l'astreinte proposé est de 10 euros en considérant un coût de prestation de service de 300 euros et une période de régularisation de 1 mois (300/30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2009 – Annexe I, point 1.6
Thème(s) : Actions régionales, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Lorsque l'installation change d'exploitant , le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration de changement d'exploitant mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les noms, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.
Constats : L'inspection a permis de constater que la reprise de l'installation par un nouvel exploitant qui n'a pas effectué sa déclaration comme prescrit dans le point 1.6 de l'annexe I dans le mois qui a suivi le changement d'exploitant. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en demeure l'exploitant d'effectuer une télé-déclaration de changement d'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : CUVETTES DE RÉTENTION

Référence réglementaire : AP N°DTPP-2016-5 de Mise en Demeure du 07/01/2016 – Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Implantation-aménagement
Prescription contrôlée : Placer tous les bidons de produits dangereux sur cuvette de rétention, point 2.10 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'inspection a permis de constater l'absence de cuvettes de rétention pour plusieurs bidons de produits dangereux. Ce point est non-conforme . Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu'à la justification de la mise en place et complétude du classeur ICPE. Le montant de l'astreinte proposé est de 20 euros en considérant un coût de prestation de service de 600 euros et une période de régularisation de 1 mois (600/30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : VENTILATION - MISE EN FONCTIONNEMENT PERMANENTE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2016, article AP N°DTPP-2016-5
Thème(s) : Actions régionales, Implantation-aménagement
Prescription contrôlée : faire fonctionner en permanence la ventilation, point 2.6 de l'annexe I de l'arrêté susvisé
Constats : L'inspection a permis de constater qu' aucune ventilation mécanique horizontale n'a été mise en place. Ce point est non-conforme . Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu'à la justification de la mise en place d'une ventilation mécanique horizontale. Le montant de l'astreinte proposé est de 100 euros en considérant un coût de prestation de service de 9 000 euros et une période de régularisation de 1 mois (9000/90).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : VENTILATION - TAUX DE RENOUVELLEMENT & DÉBIT NOMINAL

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2016, article AP N°DTPP-2016-5 - Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Implantation-aménagement
Prescription contrôlée : Transmettre un document attestant de la cohérence entre le taux de renouvellement défini et le débit nominal du ventilateur installé, point 2.6 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'inspection a permis de constater l' absence de dispositif de ventilation mécanique conforme aux exigences du point 2.6 de l'annexe I de l'AMPG . En particulier, aucun système de ventilation dédié n'est présent, aucun document ne définit le taux minimal de renouvellement d'air du local, et aucun élément ne permet d'établir la cohérence entre un débit de ventilation et les risques liés aux solvants utilisés . Le local ne dispose pas d'extraction en partie basse adaptée, la ventilation n'est pas indépendante des autres systèmes du bâtiment, et aucune garantie n'est apportée quant à la résistance de l'installation à la corrosion . Cette situation constitue une NCM (non-conformité majeure) au regard des prescriptions applicables, dès lors qu'elle ne permet pas de prévenir l'accumulation de vapeurs toxiques ou nocives et d'assurer la protection des personnes . Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu'à la justification de la mise en place d'une extraction en partie basse de la machine de nettoyage à sec (MNAS). Le montant de l'astreinte proposé est de 100 euros en considérant un coût de prestation de service de 300 euros et une période de régularisation de 1 mois (3000/30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : FORMATION DU PERSONNEL

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2016, article AP N°DTPP-2016-5 - Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : Dispenser une formation appropriée à toute personne susceptible d'être en contact avec la machine de nettoyage à sec, point 3.1.2 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'exploitant n'était pas en mesure de présenter ni le classeur ICPE de l'installation ni le plan de formation qui permettant de contrôler la formation du personnel susceptible d'être en contact avec la MNAS. Ce point est non-conforme . Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu'à la justification de la réalisation d'une formation par l'ensemble des salariés. Le montant de l'astreinte proposé est de 15 euros en considérant un coût de prestation de service de 450 euros et une période de régularisation de 1 mois (450/30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : PROPRETÉ DES LOCAUX

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2016, article AP N°DTPP-2016-987 - Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Propreté
Prescription contrôlée : Maintenir les locaux propres, point 3.4 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'inspection a permis de constater la propreté du local. Ce point est conforme . Il est proposé à Monsieur le Préfet de Police de Paris de lever la mise en demeure pour ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : MNAS – Vérification

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2016, article AP N°DTPP-2016-987 - Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Entretien et maintenance
Prescription contrôlée : Procéder à la vérification du bon état général de la machine de nettoyage à sec (MNAS) et de la ventilation; les points de contrôles obligatoires sont précisés au point 3.8 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'inspection a permis de constater qu' aucune attestation de vérification annuelle de la MNAS (machine de nettoyage à sec) n'a été présentée, et ce tant pour l'état et le fonctionnement de la machine que pour le bon fonctionnement et la propreté de la ventilation, contrairement aux prescriptions du point 3.8 de l'AMPG . Il est rappelé que l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/10/2016 demandait déjà à l'exploitant de se conformer à ces obligations, sans qu'aucune mesure n'ait été mise en œuvre à ce jour. Il appartient à l'exploitant de faire réaliser annuellement , par un organisme compétent, la visite de la MNAS et de la ventilation associée , d'en conserver les attestations et registres à jour et de les tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, conformément au point 3.8 de l'annexe I de l'AMPG. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu'à la justification de la vérification annuelle de la MNAS et de la ventilation. Le montant de l'astreinte proposé est de 100 euros en considérant un coût de prestation de service de 100 euros et une période de régularisation de 1 mois (3000/30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Protection individuelle – EPI

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/10/2016, article AP N°DTPP-2016-987 - Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Risques
Prescription contrôlée : Compléter les équipements de Protection individuelle (EPI), par la mise en place de lunettes de protection et d'un masque respiratoire, point 4.2 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté la présence des équipements de protection individuelle (EPI) requis. Ce point est conforme . Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de lever la non-conformité relative à l'AP N°DTPP-2016-987 (Annexe I) du 05/10/2016.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : SYSTÈME DE DÉTECTION INCENDIE

Référence réglementaire : AP N°DTPP-2016-987 de Mise en Demeure du 05/10/2016 – Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Risques – Moyens de lutte contre l’incendie
Prescription contrôlée : Installer un système de détection automatique d’incendie, point 4.3 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : Lors du contrôle, il a été constaté qu’ aucun système de détection automatique d’incendie n’a été installé , en contradiction avec les dispositions du point 4.3 de l’annexe I de l’AMPG. Ce point est non-conforme . Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu’à la justification de la mise en place d’un système de détection automatique d’incendie. Le montant de l’astreinte proposé est de 10 euros en considérant un coût de prestation de service de 300 euros et une période de régularisation de 1 mois (300/30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : VÉRIFICATION DES EXTINCTEURS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2009 - Annexe I, point 4.3
Thème(s) : Actions régionales, Risques – Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un appareil d'incendie (bouche, poteaux...) public ou privé implanté à 200 mètres au plus du risque ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux en fonction des risques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. L'installation est équipée d'un système de détection automatique d'incendie . Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an .
Constats : L'inspection a permis de constater que les extincteurs n'étaient pas vérifiés dans la fréquence réglementaire imposée par l'AMPG (annuelle). Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en demeure l'exploitant de réaliser la vérification annuelle des extincteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : REGISTRE DE GESTION DES SOLVANTS - COMPOSÉS ORGANIQUES VOLATILS (COV)

Référence réglementaire : AP N°DTPP-2016-5 de Mise en Demeure du 07/01/2016 – Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Air-odeurs / Captage et épuration des rejets à l'atmosphère
Prescription contrôlée : Mettre en place un registre de gestion des solvants ; celui-ci devra notamment comprendre les pièces attestant de la quantité de solvants achetés par l'exploitant et les pièces attestant de la destruction des boues et cartouches filtrantes usagées. En outre le calcul du facteur d'émission de composés organiques volatils (COV) devra être réalisé, point 6.1.1 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'inspection a permis de constater l'absence, sur site, de tout registre ou classeur relatif à la gestion des solvants , tel que prévu au point 6.1.1 de l'annexe I de l'AMPG du 31/08/2009. En particulier, aucun document n'était disponible lors de la visite pour attester des quantités de solvants achetés par l'exploitant, ni de l'élimination des boues et cartouches filtrantes usagées, ni du calcul du facteur d'émission de composés organiques volatils (COV) . L'exploitant a indiqué être en mesure de transmettre ces éléments ultérieurement et a été destinataire, à cette fin, des coordonnées de l'inspection des installations classées . À ce jour, aucun document n'a toutefois été reçu par l'inspection. Il est rappelé que cette obligation avait déjà été portée à la connaissance de l'exploitant dans le cadre de l' AP de mise en demeure (MED) de 2016 susmentionné, sans que les mesures prescrites aient été durablement mises en œuvre
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : DÉCHETS DANGEREUX - REGISTRE & BDS

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/01/2016, article AP N°DTPP-2016-5 - Annexe I
Thème(s) : Actions régionales, Déchets
Prescription contrôlée : Mettre en place un registre des déchets dangereux et y annexer les bordereaux de suivi des déchets (BDS) de perchloroéthylène, points 7.2 et 7.5 de l'annexe I de l'arrêté susvisé.
Constats : L'inspection a permis de constater l'absence de machine de nettoyage à sec (MNAS) fonctionnant au perchloroéthylène (PCE) ainsi que l' absence de boues de PCE sur le site, ces déchets ayant été éliminés antérieurement . Toutefois, aucun registre des déchets dangereux n'était disponible lors de la visite, et aucun BSD relatif à l'élimination des déchets contenant du perchloroéthylène n'a pu être présenté. Il est proposé à Monsieur le Préfet de police de Paris de mettre en place une astreinte financière journalière jusqu'à la justification de la mise en place d'un (1) registre des déchets dangereux et (2) les bordereaux de suivi des déchets (BDS). Le montant de l'astreinte proposé est de 10 euros en considérant un coût de prestation de service de 300 euros et une période de régularisation de 1 mois (300/30).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois